



WATHI5

N°10

LES LEÇONS DE LA CRISE DE LA COVID-19 EN MATIÈRE D'ÉDUCATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

DÉCEMBRE 2022

WATHI5 est la version courte du Matakî qui présente les pistes d'action proposées. Les documents Matakî (en français) et WATHI5 (en français et en anglais) sont accessibles sur wathi.org

Le Think Tank WATHI

WATHI, think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées participatif et multidisciplinaire qui a pour objectif de contribuer au partage de connaissances et à la production d'idées sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels cruciaux pour le présent et l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'espace géographique privilégié de WATHI inclut les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie, qui font la jonction avec les régions africaines voisines. Librement inspiré de «waati» qui signifie « temps » en langue bamanakan du Mali, WATHI exprime à la fois l'urgence d'une mobilisation collective et la nécessité d'un engagement sur la longue durée.

L'association WATHI est soutenue dans ses activités par ses membres et par des fondations partenaires, notamment en 2019-2020 : la Fondation Konrad Adenauer, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Open Society for West Africa (OSIWA).

Les publications Mataki et WATHI5

WATHI5 est la version courte du Mataki qui présente les pistes d'action proposées. Les documents Mataki (en français) et WATHI5 (en français et en anglais) sont accessibles sur wathi.org. Mataki signifie «mesures», dans le sens de «prendre des mesures, des «dispositions» en langue haoussa, l'une des langues locales africaines les plus parlées dans l'Afrique de l'Ouest ouverte de WATHI. Mataki constitue le prolongement de la rubrique Le Débat du site internet de WATHI.

La série spéciale « Leçons de la Covid-19 pour l'Afrique de l'Ouest »

Ce WATHI5 et la version longue Mataki sont les deuxièmes d'une série spéciale sur les leçons à tirer de la crise de la Covid-19 sur les plans économique, politique, éducatif et en matière d'intégration régionale, dans le cadre d'un projet financé par la fondation OSIWA, membre du réseau mondial d'Open Society Foundations.

CONTACTS

infowathi@wathi.org



Crédit photo : AMISOM/ Iwaria

Au mois de mars 2020, suite à l'annonce de la pandémie de la Covid-19 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de 200 pays à travers le monde, ont eu à fermer, pendant une période, leurs établissements scolaires, interrompant ainsi la scolarisation de plus d'un milliard et demi de jeunes apprenants.

Les gestes barrières étant difficiles à mettre en œuvre et à respecter dans les établissements scolaires, cette décision allait de pair avec les mesures de prévention de la pandémie prises par certains gouvernements comme le confinement ou la limitation des déplacements.

La pandémie a ainsi aggravé la situation de l'éducation dans le monde. Les pays les plus touchés sont ceux dont les systèmes éducatifs sont les moins solides, comme ceux d'Afrique subsaharienne.

En Afrique, plus qu'ailleurs, à cause de la fermeture des établissements scolaires, les avancées obtenues pour étendre et améliorer la qualité de l'éducation de base pourraient connaître un recul. Notamment, dans bon nombre de pays sahéliens où de très nombreuses écoles étaient déjà fermées depuis plusieurs mois en raison de l'insécurité.

Avec l'impact considérable de cette crise sans précédent, des réflexions profondes au sujet de nos systèmes éducatifs s'imposent.

LES PISTES D'ACTION

Sur la base des constats et des recommandations sélectionnées à partir des wathinotes et des tables rondes virtuelles , nous avons dégagé cinq principales pistes d'action.

Le constat majeur est que la pandémie de la Covid-19 a révélé l'impréparation et la fragilité des systèmes éducatifs de la région face aux crises. Ce qui a conduit à une longue fermeture de plusieurs établissements et universités. Même si des alternatives ont été mises en place, la réponse n'a pas été automatique et certaines ont eu une efficacité limitée.

L'autre aspect important de cette crise sanitaire est le fait, qu'elle peut aussi impulser le passage à des systèmes plus efficaces, plus équitables et plus résilients.

Ainsi, les cinq pistes d'action proposées dans ce document se déclinent d'abord, suivant les réponses les plus immédiates à apporter face au choc subi pour assurer une continuité dans l'offre d'enseignement.

Ensuite, elles mettent l'accent vers des réajustements sur le moyen et long terme pour renforcer les systèmes éducatifs et ainsi les préparer à de possibles futures crises qui peuvent subvenir et ayant des natures diverses.

1. Diversifier les options d'apprentissage pour assurer la continuité des enseignements pour tous en situation de crise

a) Privilégier des approches et canaux divers (internet, applications, télévisions, radios, documents imprimés), avec ou sans technologie ou une combinaison, selon les zones, pour assurer une plus grande couverture/accessibilité de toutes les catégories d'apprenants à un apprentissage de qualité. En mettant l'accent sur les options, telles que la radio ou la télévision pouvant toucher une cible plus large et ne nécessitant pas une connectivité.

b) Mettre en place un dispositif de suivi régulier permettant de limiter les risques d'abandon scolaire au niveau de chaque établissement du primaire et du secondaire, en relation avec les autorités locales et académiques.

c) Mettre en place et renforcer les infrastructures de base indispensables à l'apprentissage numérique et l'accès à internet afin d'intégrer les technologies de l'information et de la communication dans toutes les réponses d'adaptation de l'enseignement sur le long terme (exemple du Sénégal avec l'Université virtuelle et son réseau d'espaces numériques de formation disséminés dans différentes

régions du pays).

d) Favoriser une collaboration entre universités classiques et universités virtuelles dans l'optique de mutualiser les ressources et mettre les infrastructures nécessaires à la disposition des universités classiques. Cette démarche permettra, sur le long terme, d'aller vers une approche hybride alliant enseignement en présentiel et à distance.

e) Capitaliser les bonnes expériences en matière de riposte à la pandémie de la Covid-19 dans les pays de la région mais aussi ailleurs. Il s'agit de répertorier les alternatives aux cours en présentiel déclinées pour assurer la continuité de l'apprentissage dans la région mais aussi dans d'autres pays. Exemples de la Chine, du Burundi ou du Cambodge.

2. Veiller au retour effectif et au maintien dans le système des apprenants en situation d'inégalité et de vulnérabilité notamment des filles :

a) Faire du retour des filles à l'école une priorité en sensibilisant les communautés et en élaborant une stratégie de plaidoyer à l'endroit des différents acteurs du système éducatif et des parents.

b) Mener des interventions ciblées pour combler le déficit de connaissances créé chez les apprenants issus de milieux défavorisés, cela passe par l'identification de ceux qui ont eu un accès limité aux enseignements lors de la fermeture des écoles et de leurs besoins spécifiques, au besoin mettre en place des programmes de rattrapage des enseignements avec un suivi poussé. L'identification se fera en collaboration avec les autorités académiques et le suivi avec le personnel enseignant et les parents.

c) Instaurer, en fonction des ressources, un accompagnement financier ciblé pour les parents les plus démunis, leur permettant ainsi de pallier le décrochage des enfants et soutenir leur retour à l'école. Cette initiative peut être portée par les autorités locales (collectivités décentralisées...)

3. Repenser les programmes afin d'assurer la qualité des enseignements pendant et après une situation de crise

a) Mettre en œuvre de manière contrôlée et progressive une révision profonde des curriculums avec une focalisation du primaire au secondaire sur les apprentissages et les connaissances qui correspondent aux exigences les plus fondamentales pour l'intégration des enfants dans leur environnement économique, social et culturel, notamment en s'assurant de donner la priorité :

- au recours à des méthodes pédagogiques attractives pour les enfants
- à la santé scolaire
- à l'éducation à la citoyenneté
- à la disponibilité des enseignements en langues locales.

b) Faire de la formation des enseignants, de leur accompagnement et de leur supervision effectifs, la priorité des réformes dans le domaine de l'éducation en :

- revisitant les curriculums des écoles de formation des enseignants afin d'intégrer une grande diversité d'approches pédagogiques à adapter aux contextes spécifiques et aux différents types d'apprentissage (en présentiel et à distance notamment) ;
- revalorisant le statut de l'enseignant avec un plan de carrière qui prend en compte un salaire décent dès le recrutement, une évolution des salaires et des primes qui ne sont pas seulement déterminées par le niveau d'ancienneté mais également par des évaluations intégrant les appréciations des enseignants par leurs élèves ;

c) Promouvoir davantage dans les systèmes éducatifs, le développement des compétences, talents et aptitudes des apprenants en :

- accordant plus d'importance à la formation technique et professionnelle, ce qui va permettre de diversifier les compétences,
- assurant la combinaison des formations théorique et professionnelle à partir du niveau secondaire. Dans le cadre du système classique, il s'agira d'encourager des stages et immersions dans des entreprises.

d) Veiller à ce qu'il y ait une adéquation entre l'offre de formation proposée par les structures d'enseignement et la demande des entreprises en :

- associant des recruteurs chevronnés à l'établissement des contenus des programmes de formations
- créant un dialogue permanent entre les lieux d'apprentissage et le monde de l'emploi à travers les journées portes-ouvertes et forums d'orientation.

4. Rendre les systèmes éducatifs plus résistants aux crises futures (sanitaire, climatique, politique et sécuritaire...)

a) Accroître le financement public national consacré à l'éducation jusqu'à atteindre les niveaux recommandés à l'échelle internationale, à savoir 15 à 20 %

des dépenses publiques et 4 à 6 % du produit intérieur brut.

b) Soutenir le renforcement des capacités des responsables de l'éducation à tous les niveaux en matière de planification du secteur de l'éducation.

c) Redynamiser la recherche en sciences éducatives.

d) Renforcer les liens entre décideurs, acteurs des systèmes éducatifs et le secteur privé en :

- maintenant un cadre de dialogue permanent sur l'éducation qui intègre les pouvoirs publics, les syndicats d'enseignants et autres acteurs du système éducatif, des experts indépendants des questions éducatives, des experts des finances publiques, des représentants de la société civile, pour prévenir notamment les grèves récurrentes qui ont des conséquences catastrophiques sur les apprentissages et les connaissances acquises.
- impliquant les secteurs privés nationaux dans les initiatives pertinentes menées pour renforcer les systèmes éducatifs.

5. Profiter de cette crise sanitaire comme catalyseur pour viser, à travers des réformes profondes, des systèmes éducatifs performants et souverains

a) Inscrire les projets éducatifs nationaux comme priorité stratégique des plans de transformation économique, sociale et culturelle à long terme dans tous les pays ; déterminer de manière souveraine les orientations fondamentales dans le domaine de l'éducation, sur la base du modèle de citoyen que nous voulons former et assurer leur mise en œuvre cohérente sur une durée suffisamment longue pour produire des résultats, notamment en :

- Créant dans chaque pays une Autorité supérieure de l'éducation, qui pourrait être inscrite dans la Constitution comme une institution indépendante du pouvoir exécutif, chargée de :

- définir les grandes orientations des systèmes d'éducation et de formation,

- assurer la cohérence des choix effectués pour les différents niveaux d'éducation du pré-primaire au supérieur,

- proposer des réformes et des mesures correctives aux ministères compétents, de promouvoir et d'animer des débats publics citoyens sur l'état du système éducatif.

- S'assurant, avant tout début de mise en œuvre, de la compatibilité et de la cohérence de toutes les réformes proposées par les partenaires internationaux dans le domaine de l'éducation avec les orientations fondamentales définies par chaque pays, même si ces réformes sont érigées en conditionnalités pour bénéficier de financement extérieurs.

CONCLUSION

Les recommandations présentées dans ce document sont tirées des constats partagés par la plupart des acteurs de l'éducation et de la formation de la région.

Sans prétendre à l'exhaustivité, elles visent à apporter des solutions aux difficultés liées aux effets de la pandémie à COVID-19 mais aussi à renforcer de façon structurelle et durable les systèmes éducatifs des pays de la région sur le long terme.

En plus de la nécessité d'assurer la continuité des enseignements pendant la crise, celle-ci offre une opportunité de redéfinir fondamentalement la place de l'éducation dans les différentes politiques afin de rendre les systèmes plus efficaces, résilients et inclusifs, ceci dans le but d'avoir un capital humain bien formé et outillé pour relever les défis actuels et futurs de l'Afrique de l'Ouest.



Le site de WATHI

www.wathi.org

Les sites de WATHI en partenariat avec la
fondation Konrad Adenauer

www.beninpolitique.org

www.ivoirepolitique.org

www.guineepolitique.org

www.senegalpolitique.org

www.togopolitique.org

www.etatdedroitafrique.org

© WATHI5 est une publication de
l'association WATHI. La reproduction
d'extraits de cette publication est
autorisée avec une citation de la source
et l'insertion du lien vers le site de
WATHI, www.wathi.org

Pour soutenir WATHI

Rendez-vous sur le site :

<http://www.wathi.org/soutenir/>

donate@wathi.org